



Au Cameroun, le tribunal militaire de Yaoundé a confirmé, vendredi 14 décembre, la prochaine libération de personnes poursuivies dans le cadre de la crise anglophone.

Mais selon l'ONG Un monde d'avenir, cette décision ne traduit pas de changement de fonds dans la politique de Paul Biya. "Cela permettait à quelques personnes de retrouver enfin la liberté, ce qui n'est pas une mauvaise chose du tout mais nous avons été renforcés dans notre observation regrettable que le gouvernement n'a pas du tout l'intention de trouver une solution à un problème qui perdure depuis deux ans, explique Philippe Nanga, le coordinateur d'un Monde d'Avenir.

"Nous sommes restés confrontés à l'idée que l'emprisonnement restait l'option choisie par le gouvernement du Cameroun, notamment dans le cas de la crise anglophone. Cette mesure pour nous était un saupoudrage. Elle ne permettait pas malheureusement d'aller vers les options de ce problème que nous déplorons depuis plusieurs années maintenant"

Aujourd'hui ce qui est demandé au gouvernement, c'est la relaxe pure et simple de l'ensemble des personnes détenues dans les prisons du Cameroun dans le cas de cette crise, poursuit-il. "Ces personnes-là sont jugées à plus d'un millier, selon les chiffres avancés par les populations qui ont vu se faire déporter plusieurs personnes de leurs villages de leurs villes, dans les prisons de Bafoussam, de Douala, de Yaoundé, de Buea et de Bamenda".

RFI
